

SOUS EMBARGO – NE PAS PUBLIER AVANT LE:

31 Janvier 2018 (5:00 Washington DC / Heure Normale de L'Est)

MADAGASCAR PERD HUIT PLACES ET SE CLASSE 98^e sur 113 PAYS SUR L'ETAT DE DROIT

Le World Justice Project (WJP) publie son Indice sur l'Etat de Droit 2017-2018

WASHINGTON, DC (31 Janvier 2018) – Le World Justice Project (WJP) publie aujourd'hui son Indice sur l'Etat de Droit 2017-2018 (*2017-2018 WJP Rule of Law Index*[®]), qui mesure l'adhésion à l'Etat de Droit dans 113 pays du monde, à partir de plus de 110,000 enquêtes auprès de ménages, et 3,000 enquêtes auprès d'experts. Basé sur des données primaires, l'Indice sur l'Etat de Droit mesure le rendement de chaque pays sur l'Etat de Droit à travers huit facteurs: Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Absence de Corruption, Gouvernement Ouvert, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, Application des Règlements, Justice Civile et Justice Pénale.

Madagascar a perdu huit places pour son rendement global sur l'Etat de Droit, de la 90^e place (dans l'Indice sur l'Etat de Droit 2016) à la 98^e sur 113 pays dans son édition 2017-2018. Ce score place le pays 14^e sur 18 dans la région Afrique Sub-Saharienne*, et 8^e sur 12 parmi les pays à faible revenu**.

Les trois pays au meilleur rendement au sein de l'*Indice sur l'Etat de Droit 2017-2018* sont le Danemark (1), la Norvège (2), et la Finlande (3); les trois pays les moins performants sont l'Afghanistan (111), le Cambodge (112), et le Venezuela (113). De manière globale, une majorité de pays ont vu leurs scores baisser depuis la publication du dernier *Indice sur l'Etat de Droit* du World Justice Project (en Octobre 2016), particulièrement en termes de droits de l'homme, de contrôles des pouvoirs du gouvernement, et de justice civile et pénale.

En Afrique Sub-Saharienne, le Ghana est le meilleur classé, supplantant l'Afrique du Sud par rapport à 2016 et se classant à la 43^e place mondialement. Le Burkina Faso et le Kenya ont enregistré la plus forte progression dans le classement d'entre les 18 pays étudiés dans la région, de 8 et 5 places respectivement. Madagascar a accusé la plus forte chute au classement, perdant 8 places. Globalement, la région a enregistré une nette amélioration en terme d'Absence de Corruption, avec quatre pays marquant une tendance à la hausse, et aucun pays n'ayant décliné.

L'*Indice sur l'Etat de Droit* du WJP est la principale source de données primaires sur l'Etat de droit. L'*Indice* se base sur plus de 110,000 enquêtes auprès de ménages et 3,000 enquêtes auprès d'experts afin de mesurer la façon dont la population ordinaire fait l'expérience et perçoit l'Etat de Droit à travers le monde. Le rendement de chaque pays est mesuré en utilisant un total de 44 indicateurs répartis entre 8 facteurs de base de l'Etat de droit, chacun d'entre eux ayant été noté et classé mondialement par rapport aux autres pays de sa région et de son niveau de revenu: Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement, Absence de Corruption, Gouvernement Ouvert, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, Application des Règlements, Justice Civile et Justice Pénale.

“Le respect de l’Etat de droit est fondamental pour des communautés de paix, d’équité et d’opportunité,” pour William H. Neukom, Fondateur et PDG du WJP. “Aucun pays n’a atteint—encore moins entretenu— un fonctionnement parfait de l’Etat de droit. L’*Indice sur l’Etat de Droit du WJP* a été créé afin de définir les premières références, informer et guider les réformes, et approfondir et comprendre l’importance fondamentale de l’Etat de droit.”

Le rapport 2017-2018 complet—avec visualisation de données en ligne et options de téléchargement— est disponible à partir du 31 Janvier sur : www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index

CLASSEMENT DE MADAGASCAR

Performance *Indice sur l’Etat de Droit 2017- 2018* (1 correspondant à la meilleure performance)

CLASSEMENT MONDIAL DE MADAGASCAR: 98/113

CLASSEMENT REGIONAL DE MADAGASCAR *: 8/12

FACTEUR	CLASSEMENT REGIONAL*	CLASSEMENT REVENU**	CLASSEMENT MONDIAL
Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement	13/18	8/12	90/113
Absence de Corruption	15/18	9/12	107/113
Gouvernement Ouvert	5/18	3/12	76/113
Droits Fondamentaux	9/18	7/12	82/113
Ordre et Sécurité	2/18	2/12	60/113
Application des Règlements	17/18	10/12	108/113
Justice Civile	16/18	10/12	101/113
Justice Pénale	14/18	8/12	87/113

*Pays étudiés dans la région Afrique Sub-Saharienne: Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte D’Ivoire, Ethiopie, Ghana, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

**Pays à faible revenu: Afghanistan, Burkina Faso, Ethiopie, Liberia, Madagascar, Malawi, Népal, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Zimbabwe.

A PROPOS DU WORLD JUSTICE PROJECT:

Le World Justice Project® (WJP) est une organisation indépendante et pluridisciplinaire impliquée dans le développement de l’Etat de droit (ou « rule of law ») dans le monde entier. Une application efficace de l’Etat de droit permet de limiter la corruption, de combattre la pauvreté et la maladie et protège les populations des injustices, qu’elles soient à petite ou grande échelle. Elle sert de fondation aux communautés de paix, d’opportunité et d’égalité, en catalysant le développement, l’établissement d’un gouvernement responsable et le respect des droits fondamentaux. Pour en savoir plus:

www.worldjusticeproject.org

CONTACT PRESSE:

press@worldjusticeproject.org

+1 (206) 792-7676